CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BELLEVUE

Procès-verbal relatif à la 6^{ème} séance du Conseil municipal (séance ordinaire)
du mardi 9 mars 2021 à 20h30

Sont présents :	Mme HURNY	Anne-Catherine, Maire
	M. TASCHINI	Bernard, CA
	Mme SCHOPFER SANDOZ	Mylène, CA
Conseil municipal :	M. ANKLIN	Dominique, Président
	M. CARTIER	Jean-Jacques
	Mme CHONG BITZ	Laurence, Vice-présidente
	Mme CLIVAZ BEETSCHEN	Yvette
	Mme CONTI	Virna, membre du bureau
	M. DELALOYE	Grégoire
	M. ESCALERA	Raphael
	M. FABBI	Sébastien
	Mme FALLET	Léonie
	Mme GAGLIARDI	Caroline
	Mme GATTI	Sonia, membre du bureau
	M. GUERNE	Pierre André
	M. PAIS	Marco
	M. SCHIAVO	Robert
	Mme THOREL RÜEGSEGGER	Anne
	Mme TOZAR	Marilyne
	M. VIRET	Jean-Daniel
	Mme ZOLFANELLI	Mariella
Secrétaire du cm :	M. MATTI	Aurélien
Excusé :	M. CARRILLO	Jean-Marc

Séance ouverte à : 20h33

Séance levée à : 22h46

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du mardi 2 février 2021,
2. Communications du bureau du Conseil municipal,
3. Communications du Conseil administratif,
4. Rapport des commissions,
5. Délibération relative à l'ouverture d'un crédit d'engagement d'un montant de F 2'000'000.- (TTC) destiné à l'acquisition de la parcelle bâtie n°3739, sise chemin des Tuileries 27, dite « la Tuilière »,
6. Délibération relative à l'ouverture d'un crédit d'étude d'un montant de F 108'000.- (TTC) destiné à développer un chauffage à distance au centre du village,
7. Délibération relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2021 d'un montant de F 30'000.- (TTC) destiné au réaménagement du rond dans l'eau de la plage Gitana,
8. Délibération relative à la radiation de servitudes d'interdiction de bâtir, de restriction de plantations et de restriction d'affectation au profit de la parcelle 3863, propriété de la commune de Bellevue (Nant des Limites entre le chemin de la Glaise et le chemin de la Chênaie) et en charge sur la parcelle 4080, propriété de la commune de Bellevue (notamment jardins familiaux),
9. Délibération relative à la constitution de servitudes relatives au droit de superficie de second degré, en faveur de Red Whale Swim School Sàrl, sur partie du droit de superficie immatriculé au Feuillet DDP 4193 de Bellevue dont bénéficie la société Batiflex Santé ZURCHER & MARCANTE, sise chemin des Limites 1A, parcelle n° 3824 (Espace Santé),
10. Résolution relative à l'engagement de la commune d'inscrire dès 2023 et pour une durée de 3 ans un montant maximum de F 450'000.- par an afin de couvrir les coûts d'exploitation de la « voie bleue », liaison lacustre des deux rives du Léman pour les usagers cyclistes et piétons, par la Compagnie Générale de Navigation (CGN),
11. Délibération relative à la modification du règlement du Conseil municipal (LC 06 111),
12. Résolutions, motions, questions, propositions individuelles,
13. Proposition du Conseil administratif,
14. Divers,
15. Naturalisations ordinaires, huis clos,

Il est 20h33, M. LE PRESIDENT ouvre cette 6^{ème} séance, ordinaire, du Conseil municipal et salue la présence de Mme le Maire, de Mme la Conseillère administrative, de M. le Conseiller administratif, de Mmes et MM. les Conseillères et Conseillers municipaux, de M. le Secrétaire du Conseil municipal et de la presse.

En préambule à cette séance, il rappelle quelques dispositions inhérentes à la situation induite par le coronavirus et notamment l'obligation de porter le masque, désinfection obligatoire des mains en rentrant et en sortant de cette salle, porter la voix suffisamment haute afin d'être audible de tous, sans oublier que des places sont mises à disposition au centre de la salle pour celles et ceux qui ne se sentiraient pas à l'aise et voudraient ajouter une distance supplémentaire par rapport à leurs voisins. Une aération sera en outre faite toutes les heures de séance.

Il demande s'il y a des remarques sur l'ordre du jour mais constatant que ce n'est pas le cas, il l'entame.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du mardi 2 février 2021,

M. LE PRESIDENT, avant de parcourir le procès-verbal du mardi 2 février 2021, demande de projeter son intervention située à la page 98. Il demande s'il y a des demandes de modification sur ce passage ou sur d'autres parties de ce procès-verbal.

Ne constatant aucune demande de parole pour modifier le contenu de ce document, il procède au vote pour approbation :

17 oui, c'est l'unanimité

2. Communications du bureau du Conseil municipal,

M. LE PRESIDENT informe :

- Une réponse sera tout prochainement adressée à l'ASICB&E à la suite de son courrier du 29 janvier dernier qui a été mentionné la dernière séance du Conseil municipal. La commission Aménagement ainsi que le bureau du Conseil municipal sont revenus sur cette question. Cette correspondance sera mise à disposition des membres du Conseil municipal sur CMNet.
- A la suite de la dernière séance du Conseil municipal, un courrier a été reçu de l'association des riverains Bellevue-Collex, inconnue de la Mairie, signé de la main de M. Raymond BOVO, en réaction à des propos que M. LE PRESIDENT a tenu (page 98 du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 2 février 2021) et qui ne lui ont pas plu. En concertation avec le bureau du Conseil municipal, une réponse est prête à lui être adressée. Cette correspondance sera mise à disposition des membres du Conseil municipal sur CMNet.
- Pour information, une lettre de Lignum – Economie suisse du bois – a été reçue, visant la promotion de constructions en bois.
- Mme Romy FISCHER, Présidente de l'association Festibel', a confirmé la volonté de maintenir l'édition 2021 qui devrait par conséquent se dérouler les 12 et 13 juin. Dont acte.
- Il excuse pour ce soir M. CARRILLO, victime aujourd'hui d'un léger accident, à qui M. LE PRESIDENT a transmis ses vœux de prompt rétablissement.
- Il rappelle à celles et ceux qui ne l'ont pas encore rempli que le formulaire de renonciation aux jetons de présences pour 2021 est disponible et qu'il s'agit de le remplir d'ici le mois de juin.
- La course pédestre de Bernex à laquelle les élus des communes genevoises sont traditionnellement conviés n'aura pas lieu en 2021.

3. Communications du Conseil administratif,

La parole est transmise à Mme LE MAIRE qui la cède à Mme SCHOPFER SANDOZ :

Affaires juridiques : Pour la cession du chemin Aux-Folies et de sa prairie, la Notaire n'est en attente que d'un seul consentement de créancier sur quarante et de sept cédules hypothécaires. Un rendez-vous est prévu le 30 mars pour faire un point de situation sur toutes nos affaires communes en cours avec la Notaire.

Travaux : Par suite de la proposition de M. ESCALERA s'agissant de l'installation d'une ancienne cabine téléphonique pour faire office de boîte d'échange à l'angle Poisat-Roselière, l'idée a séduit le Conseil administratif. Des recherches sont en cours pour acquérir un modèle Swisscom ou à défaut un modèle de type anglais.

Bâtiments : La démolition des 316 et 318 rte de Lausanne est en cours et va bon train. Cette opération devrait être terminée pour fin mars ou début avril, avec remise en état de la zone et notamment déplacement des deux tables de ping pong.

- La classe dans le bâtiment parascolaire est quasiment terminée, ne restent que l'aménagement du mobilier, la pose de barrière vers les fenêtres et la remise en état du terrain.
- Au GICORD, les travaux sont en cours et avancent bien. Une visite du chantier avec les Exécutifs concernés puis les représentants des commissions des travaux des communes est prévue comme cela s'était fait avant les travaux.
- Les travaux du parking des camions forains aux Chânats ont débuté le 16 février et devraient durer jusqu'au mois d'août.
- Des travaux forestiers ont été exécutés au Bois de Valavran. Il s'est agi de coupes d'arbres et d'aménagement de marres.
- Pour les zones 30 kmh, quelques marquages doivent encore être effectués.
- A Champ-du-Château, les travaux à charge de la commune ont commencé le 1^{er} mars avec ceux relatifs aux services et suivra de près la construction du mur de soutènement le long de la route des Romelles.
- Des travaux de canalisations devant être exécutés en lien avec la promotion immobilière de la parcelle dite Swisscom au début du chemin de la Chênaie, il y aura donc une fermeture de l'entrée côté chapelle Sainte Rita de ce chemin du 15 au 19 mars. Les riverains en seront dûment informés.
- L'hôtel La Réserve a déposé une autorisation de construire pour un restaurant extérieur dans son parc.
- La parcelle 2131 à la route de Collex a été l'objet d'un constat d'infraction qui a eu pour conséquence la dépose d'une autorisation en bonne et due forme.
- Pour le Country Club Geneva, la commune a préavisé favorablement l'aménagement d'un fitness et la création d'une piscine intérieure.

Sécurité : Les contrôleurs du stationnement auxiliaires vont également œuvrer cette année sur Pregny-Chambésy en période estivale. Les détails sont en cours de discussion.

- Le stationnement à la route de Lausanne connaîtra des changements puisque toutes les places seront mises en zone bleue, ce qui induit la suppression des zones 4 heures. En outre, des contrôles auront lieu les dimanches de mai à septembre, avec panneaux indicateurs ad hoc. L'enquête publique va s'ouvrir et la mise en œuvre est estimée à mi-juin.

Gestion des déchets :

- L'autorisation de construire a été délivrée pour l'agrandissement de la déchetterie enterrée du chemin de la Menuiserie.
- Pour l'ajout d'une benne enterrée destinée à recueillir les ordures ménagères au chemin des Mollies, trois oppositions, dont une via lettre d'avocat, ont été reçues en mairie. Une réponse étayée a été donnée. Un recours formel au moment de la procédure d'autorisation n'est pas à exclure.
- Au chemin des Chânats, c'est une autorisation de construire « normale » (DD) qui a dû être déposée (et non une APA) car elle se situe en zone agricole.
- Au chemin des Tuileries, par suite de l'installation et de la mise en service de containers enterrés au chemin de l'Argile, les riverains recevront prochainement une communication les informant de la fin des levées en porte-à-porte dès le 1^{er} avril 2021.

Parole à M. TASCHINI :

- **Ports et plages** : Comme promis à la précédente séance, voici les noms des gestionnaires de la buvette Gitana à la suite de l'appel d'offre : MM. Alexandre MARTIN (Belleviste, membre du sauvetage) et Sébastien TAFFORIN (ancien exploitant pendant de nombreuses années de la buvette de la piscine de Pregny-Chambésy).
- A l'occasion d'une précédente séance, le projet de loi en cours d'élaboration au sujet de la modification de la loi sur la protection générale des rives du lac avait été cité. Une vaste consultation est en cours auprès des communes concernées et du Département compétent. Un consensus semble se dégager. L'objectif principal du Département consiste à garantir un accès universel aux rives du lac qui sont propriétés des collectivités publiques sans s'opposer à un droit d'entrée dans certaines circonstances bien définies. On devrait donc trouver une convergence entre ces principes et les vellétés bellevistes.
- Un nouveau projet de loi a été déposé par le Conseil d'Etat concernant l'aéroport, par suite de l'initiative de fin 2019 portant sur le pilotage démocratique de l'aéroport (IN 163). Ce projet porte sur quatre volets :
 - o la convention d'objectifs,
 - o le plan sectoriel de l'infrastructure aéroportuaire (PSIA),
 - o l'introduction du principe de validation régulière de la stratégie du plan d'affaire de l'aéroport,
 - o l'évolution du rôle de la commission consultative pour la lutte contre les nuisances dues au trafic aérien deviendrait la commission consultative pour l'accompagnement de l'évolution de la plateforme aéroportuaire.

Le Conseil administratif examinera ce texte et fera des remarques le cas échéant.

- Le propriétaire des futurs logements situés à Champ-du-Château a été reçu en mairie et il a confirmé que les travaux allaient plus vite qu'escompté. Les premiers locataires devraient pouvoir entrer vers mars 2022. Le Conseil administratif voulait aussi avoir des garanties quant à une préférence donnée aux dossiers de postulation de travailleurs et de personnes ayant vécu à Bellevue. La réponse a été entièrement satisfaisante.

Parole à Mme le Maire :

- **Social, aînés et jeunesse :** en réponse à la proposition individuelle de M. VIRET formulée à la précédente séance s'agissant des contacts avec l'IMAD, elle admet avoir été décontenancée, s'interrogeant sur la nécessité de collaborer différemment avec l'IMAD, et indique avoir posé la question à Mme ISCH à l'occasion de l'un de ses contacts téléphoniques. En cette période marquée par de nombreuses contraintes liées à la situation induite par le coronavirus, il est difficile de mettre en place de nouvelles pratiques mais il a été convenu d'en reparler, quand la période sera plus propice.
- **Etat civil :** M. André GAFFNER, responsable de l'arrondissement a arrêté son activité professionnelle pour profiter d'une pré-retraite après 11 ans à ce poste et plus de trois décennies en tant qu'officier d'Etat civil. Mme Réjane ANKLIN, résidente belleviste bien connue, a été nommée dès le 1^{er} mars 2021 comme responsable de l'arrondissement.
- **Fondation :** Les travaux à l'ancienne Poste sont quasiment finalisés et l'épicière, Mme Nese DUCHEMIN y a déménagé.
- **Communication :** des bons de soutien aux entreprises locales ont été distribués par tout-ménage. Un certain nombre de commerçants se sont inscrits pour profiter de cette action et on attend que d'autres viennent s'y ajouter.
- Le service des affaires communales (SAFCO) a transmis le texte officiel du 27 janvier s'agissant des décisions du Conseil municipal du 10 novembre 2020 : Budget de fonctionnement 2021, taux des centimes additionnels 2021, impôt sur les chiens 2021, autorisation d'emprunter et de renouveler les emprunts en 2021.

M. LE PRESIDENT remercie l'Exécutif et poursuit l'ordre du jour.

4. Rapport des commissions.

M. LE PRESIDENT demande aux représentants des diverses instances communales et intercommunales de rapporter, exception faite des sujets traités au présent ordre du jour, dont il s'agira de faire rapport au point spécifique.

a. Aménagement / 9 février	(M. CARTIER)
b. Sports, culture et loisirs / 23 février	(Mme GATTI)
c. Bâtiments, travaux et sécurité/ 23 février	(Mme TOZAR)
d. GISMB (stade Marc Burdet) / 25 février	(M. CARTIER)
e. Finances et administration / 2 mars	(M. SCHIAVO)

M. CARTIER, n'a rien à indiquer pour l'Aménagement mais rapporte pour le groupement intercommunal du stade Marc-Burdet. Par suite de la révision de ses Statuts, une présentation a été faite sur la manière dont la nouvelle organisation allait se mettre en place. Par exemple, le FC Collex-Bossy était chargé de la restauration et traitait directement avec l'exploitant. Désormais, ce sera de la compétence de la commune de Collex-Bossy. Un appel d'offre est en cours pour trouver un restaurateur (son délai de réponse est fixé au 15 avril). L'idée consiste à ce que chaque commune consulte sa commission dédiée aux sports afin d'envisager les activités qui pourraient être développées dans ce stade. Une prochaine séance aura lieu le 27 mai pour synthétiser tous les avis.

En l'absence de son Président, c'est Mme TOZAR, Vice-Présidente, qui rapportera pour la commission Bâtiments, travaux et sécurité aux points spécifiques de l'ordre du jour.

Mme GATTI, pour la commission Sports, culture et loisirs indique, outre les points qui seront traités à l'ordre du jour, que les membres se sont souciés auprès de l'Exécutif de l'activité des associations communales en cette période chahutée. M. TASCHINI a informé que les associations communales se sont globalement débrouillées et n'ont pas eu de doléances particulières. Quant aux perspectives 2021, les évènements prévus à l'agenda sont maintenus. La motivation du personnel communal n'est pas toujours facile à maintenir. Aussi, elle profite de cette occasion pour les remercier.

M. SCHIAVO, pour la commission Finances et administration, rapportera aux points spécifiques.

M. LE PRESIDENT demande si quelqu'un désire encore rapporter mais constatant que ce n'est pas le cas, il remercie les personnes qui ont pris la parole et poursuit l'ordre du jour.

5. **Délibération relative à l'ouverture d'un crédit d'engagement d'un montant de F 2'000'000.- (TTC) destiné à l'acquisition de la parcelle bâtie n°3739, sise chemin des Tuileries 27, dite « la Tuilière ».**

La parole est donnée à Mme THOREL RÜEGSEGGER, Présidente de la commission Sociale, qui indique qu'à l'époque, il ne s'agissait pas de statuer sur un projet de délibération mais de poursuivre les négociations en vue de l'achat de cette parcelle. L'unanimité des membres de cette commission s'était prononcée en faveur de la poursuite des négociations.

Mme GATTI, Présidente de la commission Sports, culture et loisirs, indique que la discussion a porté sur l'éventuelle affectation de cette parcelle. L'unanimité des membres présents s'est dite favorable à une utilisation « Maison de quartier » à une réserve près portant sur le coût total et final de ce projet.

Mme TOZAR, Vice-présidente de la commission Bâtiments, travaux et sécurité, indique qu'il s'est agi d'une information et nullement d'un préavis de cette commission.

M. SCHIAVO, Président de la commission finances et administration, relate que le sujet a été mis à l'ordre du jour à la dernière minute. Le préavis est favorable. La commission estime que c'est une bonne opportunité et que le projet est bon.

M. LE PRESIDENT demande s'il y a des questions ou remarques.

M. VIRET demande qu'une condition soit ajoutée à la fin de la première décision, conformément au rapport d'expertise qui avait été produit. Après confirmation des membres de l'Exécutif que l'intention d'acheter cette parcelle est soumise à l'obtention d'une autorisation de construire entrée en force, il est convenu d'ajouter :

« sous réserve d'une réponse favorable du département compétent à une demande d'autorisation de construire définitive, »

Plus personne ne souhaitant intervenir, M. LE PRESIDENT propose de passer au vote de la délibération qu'il lit et qui est adoptée :

18 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à l'ouverture d'un crédit d'engagement d'un montant de F 2'000'000.- (TTC) destiné à l'acquisition de la parcelle bâtie n°3739, sise chemin des Tuileries 27, dite « la Tuilière »

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

vu la volonté de la Commune de Bellevue de développer et d'entretenir le parc de ses biens immobiliers,

vu la volonté de la Commune de Bellevue de développer sa présence et de proposer des services à la collectivité publique, particulièrement dans les zones les plus densément peuplées de son territoire,

vu que l'Etat de Genève est propriétaire de la parcelle n° 3739, d'une surface de 6190 m², sise chemin des Tuileries 27, dite la Tuilière,

vu que le Plan directeur communal adopté par le Conseil municipal lors de sa séance du 5 février 2019 prévoit pour cette parcelle l'implantation d'une ferme urbaine,

vu l'estimation de cette parcelle demandée par l'Etat de Genève à Acanthe SA en octobre 2019 et qui l'estimait à F 4'190'000.- (vétusté des immeubles à hauteur de 55.6 %),

vu l'expertise parallèle demandée par la commune de Bellevue au bureau IM-TEC et qui l'estimait à maximum F 2'100'000.- (vétusté des immeubles à hauteur de 90 %),

vu la nouvelle expertise (étude du potentiel et de valorisation) du bureau Comte, Berthelot et Neto d'octobre 2020 ayant notamment pour conclusions :

- Acquisition du bien subordonnée à une réponse favorable du département à une demande d'autorisation de construire (préavis de l'OPAM, etc.) ;
- La valeur de la propriété ne doit pas excéder un montant de F 1'400'000.-.

entendu que les travaux de rénovation/transformation sont estimés à environ F 6 millions,

vu les contraintes liées à cette parcelle (proximité de l'autoroute, du gazoduc, des zones de bruits aéroportuaires, occupation par des locataires) et la vétusté des bâtiments,

vu l'intérêt patrimonial de ce bâtiment dernier vestige de la présence d'industries séculaires de fabrication de tuiles sur la commune,

vu que l'Etat s'est dit prêt à la vendre à la commune de Bellevue cette parcelle bâtie pour un prix de F 1'750'000.- en mars 2021,

vu les frais inhérents à une telle opération (Notaire, registrar foncier, etc.),

vu la situation idéale de cette parcelle, à la fois proche et assez éloignée des habitations, permettant ainsi d'y prévoir une maison de quartier pour les jeunes de la commune,

vu le préavis de principe favorable de la commission Sociale lors de sa séance du 24 novembre 2020,

vu la discussion entreprise au sein de la commission Sports, culture et loisirs du 23 février 2021,

vu la discussion entreprise au sein de la commission Bâtiments, travaux et sécurité du 23 février 2021,

vu le préavis favorable de la commission Finances et administration lors de sa séance du 2 mars 2021,

conformément aux articles 20, 21, 30 alinéa 1, lettre k, et 50 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 18 oui, c'est l'unanimité

1. d'autoriser le Conseil administratif à acquérir la parcelle bâtie n°3739 de la commune de Bellevue, sise chemin des Tuileries 27, de 6190 m², propriété de l'Etat de Genève, pour un montant de F 1'750'000.-, sous réserve d'une réponse favorable du département compétent à une demande d'autorisation de construire définitive,

2. d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de F 2'000'000.- en vue de cette acquisition. Ce crédit se compose de :
 - a. un montant de F 1'750'000.- pour l'acquisition de la parcelle bâtie n° 3739 et de ses bâtiments ;
 - b. un montant estimé à F 250'000.- pour les frais d'acte et de géomètre, et autres droits et frais liés à cette acquisition.
3. de comptabiliser la dépense prévue à l'article 2 dans le compte des investissements puis de la porter à l'actif du bilan de la commune de Bellevue, dans le patrimoine administratif,
4. d'amortir la dépense au moyen de 30 annuités dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2021,
5. de demander l'exonération des droits d'enregistrement et des émoluments du registre foncier et de la mensuration officielle afférents à cette opération vu le but d'utilité publique de celle-ci,
6. de charger le conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes notariés nécessaires.

6. Délibération relative à l'ouverture d'un crédit d'étude d'un montant de F 108'000.- (TTC) destiné à développer un chauffage à distance au centre du village,

La parole est transmise successivement à M. CARTIER, Vice-président de la commission Aménagement, Mme TOZAR, Vice-présidente de la commission Bâtiments, travaux et sécurité, et M. SCHIAVO, Président de la commission Finances et administration, qui rapportent chaque préavis unanimement favorable.

Mme LE MAIRE, en charge du développement durable, donne quelques compléments d'informations et rappels. Il s'agit d'une « mini boucle d'eau » ou « mini GeniLac » consistant à reprendre l'exploitation des deux tuyaux encore en place au niveau de Port Saladin et qui servaient à alimenter l'ancienne station de traitement des eaux qui se situait à l'actuel emplacement des deux immeubles dits « des Marettes ». Le système permettrait de chauffer, respectivement de refroidir, des bâtiments grâce à un échangeur de chaleur, dans la zone : centre du village, Webster University, Richemont International et la Roselière ainsi qu'une branche qui pourrait partir du côté du quartier des Mollies (copropriété les Arbres). Seules les grosses installations de chauffage sont concernées. Il s'agit à ce stade d'envisager où se trouveraient les locaux techniques, s'il conviendrait mieux d'avoir un échangeur central ou autant d'échangeurs qu'il y a de chaudières, etc. Il y a quelques jours, une visite de l'installation qui dessert le quartier des Vergers a eu lieu. Elle couvre aussi une partie de la zone industrielle et artisanale de Meyrin-Satigny (ZIMEYSA) et notamment la dernière aile de l'hôpital de la Tour. L'étude ici proposée est financée pour moitié par SIG et l'autre à charge de la commune.

M. LE PRESIDENT, constatant qu'il n'y a aucune demande de prise de parole, propose de passer au vote de la délibération qu'il lit et qui est adoptée :

17 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à l'ouverture d'un crédit d'étude d'un montant de F 108'000.- (TTC) destiné à développer un chauffage à distance au centre du village

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

vu les objectifs fixés par l'État de Genève, à travers le Plan Directeur de l'Energie 2020-2030 (PDE 2020-2030), l'ensemble des ressources énergétiques du Canton doivent être mobilisées, notamment les eaux du Lac Léman. En effet, les eaux profondes, dont le Lac Léman est le réservoir principal, offrent un potentiel thermique très important, tant pour couvrir des besoins de chaleur que des besoins de rafraîchissement,

vu le Plan directeur communal de l'énergie (PDCoME 2017),

vu l'obtention du label Cité de l'énergie GOLD en 2019,

vu la volonté de planifier, dans le cadre de l'aménagement de son territoire, une organisation en réseau de distribution d'énergie thermique à destination d'ouvrages regroupant le centre du village (écoles, mairie), villa Mollies, Richemont, Webster University ainsi que le quartier de la Roselière.

Ce bassin de vie, implanté le long de la Route de Lausanne, au centre du village, est actuellement chauffé principalement avec du gaz,

vu que les nombreuses pistes ont été étudiées depuis 2016 :

- Un projet utilisant l'eau du lac à partir des prises et rejets d'eau lacustre existante de Bellevue avec une solution de petite station et grande station,
- Un raccordement à GeniLac® via la station de pompage des Vengerons avec différentes variantes,
- La géothermie,

étant donné la faible densité et la grande hétérogénéité énergétique des bâtiments de la Commune, SIG, sur la base de l'ensemble des pistes étudiées, a conclu que :

- L'investissement à consentir pour une solution d'eau du lac, quelles que soient les variantes est disproportionné et/ou la facture énergétique à assumer pour un certain nombre de bâtiments sera insupportable,
- Le potentiel géothermique disponible ne permettrait d'alimenter que peu de bâtiments dans le centre du village.

vu l'addendum au projet utilisant l'eau du lac du bureau SGI, qui permettrait une économie substantielle en terme d'investissement,

vu la volonté des SIG et de la Commune de Bellevue d'approfondir cette solution pour atteindre une précision de chiffrage niveau de précision type avant-projet,

vu le préavis favorable de la commission Aménagement de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 9 février 2021,

vu le préavis favorable de la commission Bâtiments et travaux publics de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 23 février 2021,

vu le préavis favorable de la commission Finances et administration de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 2 mars 2021,

conformément à l'article 30, alinéa 1, lettres e et m de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 17 oui, c'est l'unanimité

1. de procéder à une étude d'avant-projet réseau de distribution d'énergie thermique au centre du village, à destination d'ouvrages regroupant le centre du village (écoles, mairie), villas Mollies, Richemont, Webster University ainsi que le quartier de la Roselière,
2. d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de F 108'000.- destiné à cette étude,
3. de comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements puis de la porter à l'actif du bilan, dans le patrimoine administratif,
4. en cas de réalisation du projet, ce crédit d'étude sera intégré au crédit principal, qui sera voté ultérieurement, afin d'être amorti conjointement à celui-ci,
5. en cas de non-réalisation du projet, ce crédit d'étude sera amorti au moyen de 1 annuité, dès l'année de son abandon,
6. d'autoriser le Conseil administratif à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence du montant du crédit afin de permettre l'exécution de cette étude.

Il est 21h29, M. LE PRESIDENT lève temporairement la séance afin de procéder à une aération de la salle et la séance reprend à 21h39.

7. Délibération relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2021 d'un montant de F 30'000.- (TTC) destiné au réaménagement du rond dans l'eau de la plage Gitana,

M. LE PRESIDENT transmet la parole à Mme GATTI, Présidente de la commission Sports, culture et loisirs, qui relate le préavis favorable par 5 oui et 2 non. Il y a eu un débat qui conclut à un « ras-le-bol général » de cette infrastructure qui n'a jamais réellement donné satisfaction. Il faut néanmoins se rendre à l'évidence que son propriétaire est l'Etat et que l'on ne peut pas faire exactement ce que l'on veut. Le service de l'eau tient à ce que l'on tente tout ce qui est possible pour maintenir l'affectation de bassin de baignade. Cette proposition est le dernier recours pour Bellevue puisque l'intention qui se dégageait des débats consistait en une réaffectation en une plateforme pleine en son centre permettant notamment les bains de soleil.

M. DELALOYE salue le parfait résumé de sa préopinante et dit qu'il s'abstiendra étant donné qu'il souhaite que l'on passe à autre chose et qu'il ne croit pas à la réalisation proposée.

Mme ZOLFANELLI dit ne jamais y avoir cru, que c'est peine perdue, que l'emplacement était dès le départ mal choisi et que cette infrastructure est insalubre. Elle s'opposera à ce crédit.

M. VIRET exprime des doutes quant à la valeur des tests effectués puisque l'étude sur le courant a été réalisée avec du sel ce qui ne lui semble pas valable dans la mesure où cette matière se diffuse par osmose. Cela dit, élargir l'espace entre les pierres et/ou procéder à des percements donnera probablement des résultats modestes mais certainement pas suffisants. Aussi, il pense que la solution d'un appui par une petite pompe est le seul moyen efficace d'améliorer le renouvellement de l'eau. Il salue la valeur esthétique de cette « rondelle » et croit en la chance d'améliorer sa fonction de bassin.

Mme TOZAR, Vice-présidente de la commission Bâtiments, travaux et sécurité, indique que les mêmes réflexions ont animé les débats de cette commission qui a conclu à un vote favorable par 5 oui, 1 abstention et 1 non.

M. SCHIAVO, Président de la commission Finances et administration, relève le très bon résumé par Mme GATTI et ajoute seulement le résultat du préavis favorable : 6 oui, 1 non, en espérant que ce soit là la dernière fois que l'on traite de ce sujet.

M. ESCALERA s'étonne que l'on envisage l'apport d'une pompe à cet endroit qui se veut une zone de communion avec la nature. Ce serait à contre-courant de la tendance actuelle.

M. TASCHINI, Conseiller administratif en charge des ports et plages, indique que c'est précisément la différence qui est faite entre méthode passive (ouvertures supplémentaires) et active (pompe). La Mairie est en contact avec l'ingénieur en charge de ce dossier qui ne s'est pas encore déterminé sur la méthode la plus adaptée.

M. FABBI indique que le message semble clair, c'est la solution de la dernière chance. Il rappelle toutefois que c'est l'Etat qui impose de s'acharner encore sur cette « pouponnière à moustiques et à puces de canards ».

Mme GATTI indique qu'elle s'abstiendra de manière à ne pas porter ombrage à ce projet. Elle s'étonne que les experts, au moment de la construction, n'aient pas vu que le courant manquerait.

M. LE PRESIDENT, constatant qu'il n'y a ni question ni remarque, lit la délibération.

Mme CHONG BITZ propose, à la vue des débats, que l'on ajoute une mention que c'est ici la dernière chance pour cette infrastructure. Après un bref débat et de peur de préjuger de décisions futures, il est convenu à l'unanimité d'ajouter un 8^{ème} considérant :
« vu l'intention du service compétent de l'Etat de se conformer au projet initial, »

M. LE PRESIDENT procède tout d'abord au vote de la clause d'urgence :

17 oui, c'est l'unanimité

Il propose de passer au vote de la délibération qui est adoptée :

13 oui, 2 non et 2 abstentions

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2021 d'un montant de F 30'000.- (TTC) destiné au réaménagement du rond dans l'eau de la plage Gitana

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

vu la décision du Conseil municipal du 15 avril 2008 approuvant la participation financière de la commune de Bellevue pour la réalisation avec l'Etat de Genève d'un bassin de baignade au Port Gitana (rond dans l'eau),

vu l'inefficacité de la structure du rond dans l'eau pour un bon renouvellement de l'eau ayant pour conséquence l'accumulation de végétaux aquatiques, de fientes d'oiseaux et son assèchement ne permettant pas un usage conforme à un bassin de baignade,

vu l'essai, effectué en même temps que les travaux d'extension de la plage Gitana en 2018, de réaffecter le centre du rond dans l'eau en zone végétalisée grâce à une infrastructure flottante et à des barrières en bois, dans un but esthétique et sécuritaire,

vu le constat sans appel – et malgré plusieurs tentatives de replantations et de réparations – que la réaffectation de 2018 n’a pas donné satisfaction et par incidence le démontage de l’infrastructure flottante et des barrières en fin de saison estivale 2020, pour des raisons de sécurité élémentaires pour les usagers,

vu la volonté des autorités communales de Bellevue d’aménager cette infrastructure lacustre de manière plus conviviale,

vu la nécessité d’effectuer les travaux lacustres en période hivernale, lorsque le lac est à son niveau le plus bas,

vu les diverses solutions envisagées et la volonté de procéder à un essai pour l’amélioration de la circulation de l’eau au centre du rond dans l’eau afin de le réaffecter à son utilisation initiale (bassin de baignade), notamment par des percements, par l’extraction de gravier et par un système de pompes,

vu l’intention du service compétent de l’Etat de se conformer au projet initial,

vu le plan d’investissement 2021-2025,

vu le préavis favorable de la commission Sports, culture et loisirs de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 23 février 2021,

vu le préavis favorable de la commission Bâtiments, travaux et sécurité de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 23 février 2021,

vu le préavis favorable de la commission Finances et administration de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 2 mars 2021,

conformément à l'article 30 alinéa 1 lettre k de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et 79 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 13 oui, 2 non et 2 abstentions

1. d’accepter de procéder au réaménagement du rond dans l’eau de la plage Gitana,
2. d’ouvrir un crédit budgétaire supplémentaire 2021 d’un montant de F 30’000.- (TTC) destiné à cette fin,
3. de comptabiliser ce montant dans le compte de résultats 2021 sur le compte 3410.220.31440.100,
4. de compenser ce crédit budgétaire supplémentaire par une économie équivalente sur d’autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par le capital propre,
5. de munir la présente délibération de la clause d’urgence vu que son exécution ne souffre aucun retard dû à un référendum.

8. Délibération relative à la radiation de servitudes d'interdiction de bâtir, de restriction de plantations et de restriction d'affectation au profit de la parcelle 3863, propriété de la commune de Bellevue (Nant des Limites entre le chemin de la Glaise et le chemin de la Chênaie) et en charge sur la parcelle 4080, propriété de la commune de Bellevue (notamment jardins familiaux).

M. LE PRESIDENT, sur ce sujet technico-juridique, transmet la parole à Mme TOZAR, Vice-présidente de la commission Bâtiments, travaux et sécurité, qui relate le préavis favorable unanime sur la base des informations transmises par Mme SCHOPFER SANDOZ et M. TODSCHINI, Directeur du service technique.

Mme SCHOPFER SANDOZ revient brièvement sur cette mise à jour formelle pour celles et ceux qui n'auraient pas pris part aux discussions de commissions. La constitution des servitudes dont il est ici question date de l'époque où les parcelles du haut et du bas de la voie de chemin de fer ont été morcelées. Au moment de l'élaboration du plan localisé de quartier de Richemont, M. FABBI, ancien Conseiller administratif, avait négocié dans le sens d'une radiation de ces anciennes servitudes qui grevaient les parcelles de la commune. Cela a été récemment fait et il ne reste qu'une parcelle qui bénéficie encore de ces servitudes. Le Conseil municipal est compétent pour les lever.

M. LE PRESIDENT constatant qu'il n'y a ni question ni remarque, propose de passer au vote de la délibération qu'il lit et qui est adoptée :

17 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à la radiation de servitudes d'interdiction de bâtir, de restriction de plantations et de restriction d'affectation au profit de la parcelle 3863, propriété de la commune de Bellevue (Nant des Limites entre le chemin de la Glaise et le chemin de la Chênaie) et en charge sur la parcelle 4080, propriété de la commune de Bellevue (notamment jardins familiaux)

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

vu la volonté de mettre en conformité l'état cadastral et juridique des parcelles propriété de la commune de Bellevue,

vu la réquisition portant renonciation de la Fondation de Prévoyance Richemont au bénéfice des servitudes suivantes profitant aux parcelles 2648, 2649 et 3437 grevant la parcelle 4080, propriété de la commune de Bellevue, et inscrite au Registre Foncier le 16 janvier 2020 sous Pj 467 :

- a. interdiction de bâtir (Pj A825 du 30 mai 1927 – RS 20019),
- b. restriction de plantations (Pj A825 du 30 mai 1927 – RS 20022),
- c. restriction d'affectation (Pj A825 du 30 mai 1927 – RS 20025).

vu les divers échanges avec l'Etude de Notaires Keller Glaser & Beaud Zurcher,

vu le reliquat des susdites servitudes encore active au profit de la parcelle 3863, propriété de la commune de Bellevue (Nant des Limites entre le chemin de la Glaise et le chemin de la Chênaie) en charge sur la parcelle 4080 d'une surface de 13'386 m² (notamment jardins familiaux),

vu le préavis favorable de la commission Bâtiments, travaux et sécurité du mardi 23 février 2021,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre k, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 17 oui, c'est l'unanimité

1. d'accepter la radiation des servitudes suivantes au profit de la parcelle 3863, propriété de la commune de Bellevue, et en charge sur la parcelle 4080, propriété de la commune de Bellevue :
 - a. d'interdiction de bâtir (Pj A825 du 30 mai 1927 – RS 20019),
 - b. de restriction de plantations (Pj A825 du 30 mai 1927 – RS 20022),
 - c. de restriction d'affectation (Pj A825 du 30 mai 1927 – RS 20025).

2. de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes nécessaires.

9. **Délibération relative à la constitution de servitudes relatives au droit de superficie de second degré, en faveur de Red Whale Swim School Sàrl, sur partie du droit de superficie immatriculé au Feuillet DDP 4193 de Bellevue dont bénéficie la société Batiflex Santé ZURCHER & MARCANTE, sise chemin des Limites 1A, parcelle n° 4192 (Espace Santé),**

M. LE PRESIDENT indique que c'est un sujet dont il avait déjà été question et qui revient ici dans le détail. Il transmet la parole à Mme TOZAR, Vice-présidente de la commission Bâtiments, travaux et sécurité, qui rapporte un préavis favorable et unanime.

M. TASCHINI rappelle qu'un droit de superficie de second degré avait été accepté pour l'aménagement d'un bassin pour bébés nageurs connexe à l'Espace Santé. Il s'agit d'établir des servitudes logiques s'agissant de l'exploitation d'un bâtiment. La compétence en la matière revient au Conseil municipal, raison pour laquelle cette décision est soumise ici.

M. LE PRESIDENT ajoute que cette décision va dans la droite ligne de la décision au sujet du droit de superficie de second degré et demande s'il y a des questions ou remarques. Constatant que ce n'est pas le cas, il propose de passer au vote de la délibération qu'il lit et qui est adoptée :

17 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à la constitution de servitudes relatives au droit de superficie de second degré, en faveur de Red Whale Swim School Sàrl, sur partie du droit de superficie immatriculé au Feuillet DDP 4193 de Bellevue dont bénéficie la société Batiflex Santé ZURCHER & MARCANTE, sise chemin des Limites 1A, parcelle n° 4192 (Espace Santé)

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

vu la volonté de la Commune de Bellevue de développer et de maintenir les emplois sur son territoire,

vu le projet de construction d'un centre aquatique et ses dépendances (vestiaire notamment),

vu la délibération relative à la constitution d'un droit de superficie de second degré, en faveur de Red Whale Swim School Sàrl, sur partie du droit de superficie immatriculé au Feuillet DDP 4193 de Bellevue dont bénéficie la société Batiflex Santé ZURCHER & MARCANTE, sise chemin des Limites 1A, parcelle n° 3824 (Espace Santé) adoptée par le Conseil municipal lors de sa séance du mardi 23 juin 2020 et approuvée par décision du département de la cohésion sociale le 24 septembre 2020,

vu que le numéro de parcelle 3824 de la Commune de Bellevue a été modifié suite à la réalisation du dossier de mutation TM No 26/2019 de la Commune de Bellevue et qu'elle porte depuis lors le numéro 4192,

vu la signature de l'acte de promesse de constitution du droit de superficie de deuxième degré en faveur de Red Whale Swim School Sàrl en date des 30 novembre et 1^{er} décembre 2020,

vu la nécessité de préciser les servitudes nécessaires à l'usage de ce droit de superficie de second degré,

vu les plans de servitudes établis par le bureau Heimberg & Cie SA, ingénieur géomètre officiel, le 21 octobre 2020,

vu le projet d'acte de l'étude de notaire Keller Glaser et Beaud Zürcher du 12 février 2021,

vu le préavis favorable de la commission Bâtiments, travaux et sécurité de la commune de Bellevue lors de sa séance du mardi 23 février 2021,

conformément à l'art. 30, alinéa 1, lettre k, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal,

DECIDE

Par 17 oui, c'est l'unanimité

1. d'accepter la constitution des servitudes suivantes, en charge ou en droit, sur ou au profit de la parcelle 4192 de la commune de Bellevue, sise chemin des Limites 1A, dans le cadre de la constitution d'un droit de superficie de second degré par la société Batiflex-Santé ZURCHER & MARCANTE en faveur de la société Red Whale Swim School Sàrl ou toute autre société qui se substituerait à elle, selon plans de servitude établis par le bureau Heimberg & Cie SA, ingénieur géomètre officiel, le 21 octobre 2020, et le projet d'acte notarié établi par l'étude de notaire Keller Glaser et Beaud Zürcher du 12 février 2021 :
 - a. en charge, une servitude d'usage non exclusif de places de stationnement ;
 - b. en charge, une servitude de passage à pied et à véhicules non exclusif ;
 - c. en droit, une servitude de passage à pied pour sortie de secours non exclusif ;
 - d. en charge, une servitude de canalisation pour les eaux usées ;
 - e. en charge, une servitude de canalisation pour les eaux pluviales ;
 - f. en charge, une servitude de regard ;
 - g. en charge, une servitude de canalisations multiples.

2. conformément à l'engagement pris aux termes de la promesse, la Commune de Bellevue accepte que le droit de superficie de second degré, soit le Feuillet DDP 4225, avec toutes charges et droits le grevant ou lui profitant, prime l'hypothèque nominative de F 218'469.-, grevant le Feuillet DDP 4193, en deuxième rang, en garantie de la rente du droit de superficie de premier degré concédé par la Commune à la société Batiflex-Santé ZURCHER & MARCANTE,
3. de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes notariés nécessaires.

10. Résolution relative à l'engagement de la commune d'inscrire dès 2023 et pour une durée de 3 ans un montant maximum de F 450'000.- par an afin de couvrir les coûts d'exploitation de la « voie bleue », liaison lacustre des deux rives du Léman pour les usagers cyclistes et piétons, par la Compagnie Générale de Navigation (CGN),

M. LE PRESIDENT transmet la parole à M. CARTIER, Vice-président de la commission d'Aménagement, qui indique le préavis favorable par 5 oui et 1 non.

M. SCHIAVO, Président de la commission Finances et administration, lui emboîte le pas en exprimant le préavis favorable par 6 oui et 1 non.

M. TASCHINI, Conseiller administratif en charge des ports et plages, rappelle qu'il s'agit ici de favoriser la mobilité douce, élément faisant partie intégrante du programme de Législature, et de réduire au maximum le trafic motorisé pendulaire en tenant compte du fait que des nouveaux habitants et des employés d'entreprises viendront sur la commune et qu'il faut trouver des solutions. Tous les détails ne sont de loin pas encore connus et notamment le port de rattachement sur la rive-gauche. A ce sujet, il propose de retirer la mention « vraisemblablement Corsier-Port » au 8^{ème} considérant. Il estime que faire se rejoindre les réseaux de mobilité douce, par cette nouvelle liaison permettant l'embarquement de vélos, donne des perspectives réjouissantes. Il s'agirait, à terme, de mettre en fonction le premier bateau zéro émission d'Europe avec la CGN. Il remercie par avance l'assemblée d'apporter un soutien enthousiaste à ce projet.

Mme CLIVAZ BEETSCHEN tient à donner les arguments qui expliquent son opposition à ce projet. Elle l'estime prématuré aux besoins et ne croit pas à l'utilisation d'une telle liaison par des cyclistes. Elle pense que le « U » lacustre donne des possibilités suffisamment intéressantes. Le 45% des coûts à la charge de la commune lui semble être un montant excessif vis-à-vis de l'avantage apporté.

M. TASCHINI précise qu'il s'agit ici de se déterminer sur une couverture financière permettant de garantir l'obtention de la concession fédérale. Toutes les recettes viendront en déduction et proportionnellement à la participation des différents partenaires. En tant que cycliste, il peut témoigner que le « U » lacustre permet de relier en 40 minutes Vésenaz ce que la liaison ici proposée réduira à environ 12 minutes.

M. GUERNE se dit également cycliste et pense qu'il est très probable qu'un cycliste de la rive-droite ait pour intention de se rendre en ville mais que rares seront ceux qui voudront rejoindre la rive-gauche d'autant plus qu'un ticket supplémentaire, respectivement un abonnement, ajoute un coût non négligeable. Il émet de forts doutes sur la viabilité à long terme de ce projet et comprend dès lors bien pourquoi une garantie de déficit est nécessaire.

Mme ZOLFANELLI rétorque qu'il s'agit ici d'une liaison permettant de faire des allers et retours ce qui est d'un intérêt indéniable. Elle ajoute que le bilan sera fait au bout d'une période d'essai de 3 ans.

M. LE PRESIDENT confirme et complète en expliquant que la garantie de déficit à concurrence d'un maximum de F 450'000.- par an sur trois ans pour la commune de Bellevue est un prérequis indispensable pour déposer la demande de concession fédérale d'ouverture de cette nouvelle ligne.

Toutes les recettes viendront en déduction de ce montant.

Mme LE MAIRE confirme ce qui vient d'être affirmé.

M. LE PRESIDENT indique sur la forme que c'est une résolution qui est ici proposée et non une délibération car il est impossible pour une commune de s'engager formellement sur de futurs exercices comptables et qu'il ne s'agit pas non plus de crédits d'investissement. C'est un engagement sous réserve du vote des prochains budgets.

M. GUERNE entend bien les faits et prend précisément le cas où la ligne ne fonctionnerait pas et que le projet soit stoppé, cela pourrait monter la facture à F 450'000.- pour rien.

M. LE PRESIDENT confirme et pondère par les rentrées supplémentaires d'impôts qui arriveront prochainement.

Mme THOREL RÜEGSEGGER se positionne favorablement sur ce projet car elle estime que c'est visionnaire pour l'avenir, sans pour autant avoir de réelles certitudes sur l'efficacité de cette ligne. Elle indique que si actuellement on ne se rend pas sur la rive-gauche c'est précisément parce qu'il n'y a pas de liaison efficace et que la seule solution, qui est souvent pénible, consiste à prendre sa voiture. Pour elle, ce projet ouvre des opportunités intéressantes.

M. FABBI salue l'anticipation de cette liaison permettant ainsi aux futurs employés des entreprises qui viendront prochainement s'implanter de prendre de bonnes habitudes dès le départ au lieu de les laisser trouver d'autres solutions qui seraient sans doute plus inconfortables pour Bellevue. Il pense également aux hôtels situés sur la commune, aux entreprises existantes, bref, il estime que le potentiel existe. Il soutient par conséquent ce projet.

Mme CHONG BITZ ajoute qu'au niveau de la santé, elle y voit un certain intérêt, notamment pour ce qui est de permettre des visites à des proches hospitalisés dans des établissements de la rive-gauche.

Mme GATTI se dit tout-à-fait d'accord avec sa préopinante et souligne que l'on traite principalement des personnes qui viendront travailler sur la commune mais profiter d'aller de l'autre côté est aussi un argument non négligeable. Le trajet actuel est non seulement long mais dangereux aussi et cette liaison permettra aux familles d'envisager de traverser le lac sereinement. Ce projet est un net avantage pour la mobilité mais aussi pour l'énergie. Quand on a, comme la commune de Bellevue, une labellisation Cité de l'Énergie Gold et des ambitions de développement durable, il faut se donner des moyens en adéquation.

M. VIRET apprécie le fait que l'on ose ce projet visionnaire. Le vélo a actuellement le vent en poupe.

M. LE PRESIDENT indique qu'il est légion, et depuis longtemps, de voir de telles liaisons dans des zones habitées contraintes par des bras de mer ou autres étendues d'eau.

Mme ZOLFANELLI relève le projet de ce nouveau bateau et le trouve très intéressant d'autant que c'est une démarche novatrice.

Mme LE MAIRE précise néanmoins que ce bateau, actuellement en construction, ne serait mis en service que dans un second temps.

Ne constatant plus aucune demande de prise de parole, M. LE PRESIDENT propose de passer au vote de la résolution qu'il lit et qui est acceptée :

15 oui, 1 non et 1 abstention

La résolution qui vient d'être acceptée est la suivante :

Résolution relative à l'engagement de la commune d'inscrire dès 2023 et pour une durée de 3 ans un montant maximum de F 450'000.- par an afin de couvrir les coûts d'exploitation de la « voie bleue », liaison lacustre des deux rives du Léman pour les usagers cyclistes et piétons, par la Compagnie Générale de Navigation (CGN)

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

Considérant :

- Le goulet d'étranglement que constitue la commune de Bellevue en matière de mobilité en lien avec sa situation géographique entre lac et France ;
- L'engorgement actuel et futur du trafic de voitures sur Bellevue et plus généralement dans le Grand Genève et la volonté de maîtriser son développement à travers le soutien et le développement de la mobilité douce ;
- La mise en exploitation du Léman Express ;
- L'éloignement relatif de la Rive-Gauche du Léman Express ;
- L'augmentation prévue du nombre d'habitants et de travailleurs ces prochaines années ;
- Les diverses prises de contacts et rencontres entre communes, partenaires privés et avec la Compagnie Générale de Navigation (CGN) ;
- L'opportunité de développer une liaison lacustre exploitable toute l'année, avec une cadence adaptée, entre les deux rives du Léman pour les usagers cyclistes et piétons (voie bleue) tant pour un usage de plaisance (tourisme) que professionnel (pendulaires) ;
- Une étude de faisabilité favorable à une liaison entre le Port Saladin et un port de la Rive-Gauche avec les infrastructures existantes, avec un matériel naviguant disponible ou dès 2025 innovant respectueux de l'environnement (Zero Emission Boat), rapide (13 minutes), d'une capacité de 100 personnes voire plus par la suite et un port proche des dessertes en transports publics et infrastructures de mobilité douce (future voie verte notamment) ;
- L'attractivité pour les usagers d'une telle liaison à tous points de vue ;
- Le seuil de rentabilité se montant à 400 usagers par jour avec un potentiel actuel de demande se situant à 1'700 utilisateurs et une croissance significative estimée à 38% sur 10 ans, en prenant notamment en compte les entreprises proches des deux débarcadères ;
- Le modèle de financement faible en investissement de départ et le coût de fonctionnement annuel estimé à environ F 1 million ;
- La répartition des charges pour un tiers aux communes concernées et deux tiers aux acteurs privés engagés dans le projet et la commune de Bellevue ;
- Les recettes de billetterie qui réduiront l'effort financier des communes et acteurs privés ;
- Le calendrier proposé prévoyant le lancement de la voie bleue dès l'été 2023 ;
- La possibilité de procéder à un essai sur 3 ans, puis de faire une évaluation amenant à poursuivre ou à stopper le projet ;
- Le vote de chaque budget annuel soumis à un potentiel référendum populaire.

Sur proposition du Conseil administratif

le Conseil municipal

DÉCIDE

Par 15 oui, 1 non et 1 abstention

de s'engager à inscrire dès 2023 et pour une durée de 3 ans une subvention de fonctionnement d'un montant maximum de F 450'000.- par an afin de couvrir les coûts d'exploitation de la « voie bleue », liaison lacustre des deux rives du Léman pour les usagers cyclistes et piétons, par la Compagnie Générale de Navigation (CGN) sous réserve du vote du budget annuel de chaque exercice et sans garantie quant à l'aboutissement d'un éventuel référendum populaire.

11. Délibération relative à la modification du règlement du Conseil municipal (LC 06 111),

M. LE PRESIDENT rappelle que cet objet était à l'ordre du jour de la précédente séance mais que l'avis du service des affaires communales (SAFCO) n'avait pas pu être obtenu dans la mesure où il avait été sollicité tardivement. Depuis, son Directeur a rendu réponse et il n'a que deux remarques connexes à faire sur les articles 14 et 24. Elles portent sur le renvoi à l'article 5 de la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD – A 2 08). Cela n'impacte pas le fond, consistant à rendre les débats encore plus accessibles sous certaines restrictions édictées par la loi (naturalisations par exemple). Il rappelle, en outre, pour une question de facilité de lecture, que le langage épïcène a été sciemment abandonné et qu'un préambule a été ajouté.

M. LE PRESIDENT demande s'il y a des questions ou remarques.

Mme TOZAR indique à l'article 15 que dans la mesure où il ne subsiste plus que la mention de la mise à disposition d'une version numérique des procès-verbaux, le « en outre » n'a plus lieu d'être.

M. LE PRESIDENT concède cette suppression à laquelle tout le monde adhère.

Plus personne ne souhaitant intervenir, M. LE PRESIDENT propose de passer au vote de la délibération qu'il lit et qui est adoptée :

17 oui, c'est l'unanimité

La délibération qui vient d'être adoptée est la suivante :

Délibération relative à la modification du règlement du Conseil municipal de la Commune de Bellevue (LC 06 111)

Séance du Conseil municipal du mardi 9 mars 2021

vu le règlement du Conseil municipal de la Commune de Bellevue (LC 06 111) du 27 mai 1997,

vu la révision de ce règlement approuvée lors de la séance du Conseil municipal du 17 juin 2014 et adoptée par Arrêté du Conseil d'Etat le 17 septembre 2014,

vu la volonté du Conseil municipal d'apporter des modifications à son règlement actuel afin de simplifier la gestion des instances du développement durable et de procéder à quelques ajustement de forme,

vu les travaux ponctuels du bureau du Conseil municipal en 2020 et 2021,

vu la discussion entreprise au sein du groupe du développement durable lors de sa séance du mardi 1^{er} décembre 2020 sur la base de la proposition faite par le bureau du Conseil municipal et n'ayant amené aucun élément nouveau,

vu la proposition du bureau du Conseil municipal du 27 janvier 2021 et les modifications apportées par correspondance informatique le 29 janvier 2021 et en séance du bureau du Conseil municipal le 3 mars 2021 sur les articles 14 et 24 par suite de l'avis donné par le Directeur du service des affaires communales (SAFCO),

conformément aux articles 17 et 30 alinéa 2 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

le Conseil municipal

DECIDE

Par 17 oui, c'est l'unanimité

1. d'approuver le nouveau règlement du Conseil municipal de la Commune de Bellevue (LC 06 111) version du 3 mars 2021, faisant partie intégrante de la présente délibération, qui annule et remplace la version du 17 juin 2014,
2. de fixer son entrée en vigueur au lendemain de l'approbation par le département compétent.

12. Résolutions, motions, questions, propositions individuelles,

Ne constatant aucune demande de prise de parole à ce point de l'ordre du jour, M. LE PRESIDENT poursuit.

13. Proposition du Conseil administratif,

M. LE PRESIDENT demande aux membres de l'Exécutif s'ils ont des propositions à formuler.

Mme LE MAIRE revient sur la question de la nomenclature de l'appendice de chemin perpendiculaire à celui de la Chênaie. Elle fait un bref rappel des propositions faites et ajoute des propositions plus récentes à savoir l'épouse du potier Knecht, dont Mme ZOLFANELLI développera les arguments ultérieurement, et une proposition encore à l'étude au sein du Conseil administratif qui n'est pas encore finalisée et qui demande encore quelques recherches.

M. le Secrétaire du Conseil municipal développe ce que l'on sait à ce jour : Hélène DE POURTALÈS a participé aux Jeux olympiques de Paris 1900 à des épreuves de voiles, catégorie 1 à 2 tonnes, en équipe, avec son mari et son neveu. Ils remportent la médaille d'or pour la première course et l'argent pour la deuxième. Il est à noter que c'est la première femme toute catégories et toutes compétitions confondues à obtenir l'or olympique et par conséquent la première Suisse. Son lien avec Bellevue n'est pas encore précisément connu et c'est bien normal considérant que le patriarcat alors largement dominant à cette époque induit que ce sont les hommes qui font l'Histoire et non les femmes. Aussi, on a quelques indications intéressantes sur son père, Henry-Isaac BARBEY qui a fait construire le chalet actuellement au centre du complexe de Richemont international, mais qui a aussi été propriétaire de la vigne rouge (jusqu'à récemment propriété Wagnière), cette demeure du bord du lac jouxtant l'actuelle mission d'Algérie, côté Versoix, et qui abritait son embarcation « le Minnehaha ». A l'instar de son propre père, il est parti jeune au Etats-Unis et après avoir fait fortune, il est revenu en terres bellevistes en 1869 à l'âge de 36 ans pour profiter d'une retraite prématurée. Les correspondances familiales retranscrites par M. Georges BOUVIER dans le livre de Guillaume FATIO sur l'Histoire de Bellevue réédité au milieu des années 90 témoignent de son attachement à Bellevue. Une année avant ce retour, sa fille aînée, Hélène, naissait à New York. L'acquisition de la vigne rouge datant de 1876, cela démontre l'attachement et la présence active de ce père de famille et par incidence de toute sa famille à Bellevue, laissant raisonnablement croire qu'Hélène, tout du moins dans sa prime jeunesse, était une enfant belleviste. Après, jusqu'à ses 32 ans, âge auquel elle participe aux jeux olympiques, on ne sait pas encore précisément où elle a résidé.

M. TASCHINI indique que l'on tentera de documenter encore un peu plus le lien entre Bellevue et cette personnalité. C'est la première Suisse qui a participé aux jeux olympiques, elle a gagné une médaille d'or et c'est la première femme à en gagner une. Elle mérite donc que nous lui portions attention. Dire encore que c'est un article en préparation du journal « Passé simple » qui a attiré notre attention. Il termine en ajoutant que Guy DE POURTALÈS, auteur, est le beau-fils d'Hélène.

Mme ZOLFANELLI distribue quelques photos de la poterie KNECHT et propose Mme Marie-Jeanne DAILLEDOUZE décédée en 1905. Elle prend les rênes de la poterie, située actuellement au bout de la piste d'aéroport, au décès de son mari, Lucien, en 1890, permettant ainsi de maintenir cette importante industrie réputée loin à la ronde. La poterie aura connu une activité de 1822 à 1969. Il est rare qu'une femme prenne une manufacture en main à cette époque. Avec ses fils, elle crée l'entreprise « veuve Knecht et fils ». Le ruisseau Le Gobé passe non loin de là et permettait, grâce à sa force motrice, de mouvoir les lourds outils indispensables à ce type d'activité. Mme ZOLFANELLI n'a pas encore retrouvé sa date de naissance mais connaît sa date de décès. Elle encourage l'assemblée à sérieusement envisager cette proposition.

M. GUERNE indique avoir eu l'idée de proposer l'appellation « fières Horlogères » mais, à la vue d'une part des excellentes propositions dont il vient d'entendre les détails et d'autre part sur les chances très réduites que la commission de nomenclature accepte cette appellation, il la retire.

M. LE PRESIDENT constate qu'il n'y a pas d'autres propositions et puisque le Conseil administratif veut revenir avec de plus amples renseignements, il renvoie cet objet à une prochaine séance.

14. Divers

Mme GATTI revient sur la question du terrain de football synthétique utilisé matin et après-midi par de jeunes adultes. Avec le retour des beaux jours et en dépit des restrictions de réunion édictées, ce ne sont pas moins de 55 personnes qui étaient réunies il y a deux semaines. Elle indique ne pas avoir été personnellement présente mais avoir eu des retours sur cette situation qui a impliqué la police municipale sur place qui a été impuissante à disperser la foule et subsidiairement à faire respecter ce qui est pourtant affiché : les jeunes enfants sont prioritaires sur les adultes pour l'utilisation de cette place.

Mme LE MAIRE avoue ne pas bien voir quelle serait la solution dans la mesure où la police elle-même n'a pas été en mesure de faire respecter la réglementation en vigueur. Il est déjà prévu de placer deux petits buts entre les bâtiments parascolaires et de la crèche de manière à faire baisser la pression et permettre aux plus jeunes de jouer au ballon. Ce n'est de loin pas une solution parfaite mais c'est la seule que l'on peut mettre en œuvre rapidement et concrètement.

Mme GATTI suggère de fermer la zone et de l'équiper d'une clé qui serait remise aux locataires déclarés ou de gérer ce terrain autrement. Pour le moins, et s'il n'est pas possible de faire respecter ce qui est placardé et pour une question de cohérence, il faut par conséquent enlever le panneau.

M. GUERNE dit s'être fendu d'un petit sondage auprès de jeunes qui confirment être empêchés de jouer. Il estime qu'une insistante demande auprès de la police devrait être répétée.

M. FABBI propose un renvoi en commission Sports, culture et loisirs auquel tout le monde adhère.

Mme SCHOPFER SANDOZ indique que plusieurs plaintes ont été traitées sur cette zone ces dernières semaines et notamment une, en février, de quelques jeunes d'une vingtaine d'années résidant dans la commune qui se sont vu interdire l'accès à ce terrain alors qu'aucun enfant n'était présent.

Les agents de sécurité feront de l'information et de la prévention de manière plus intensive mais il faut comprendre que l'on ne peut pas non plus laisser des surveillants à demeure.

Mme LE MAIRE tient à remercier l'assemblée pour les votes favorables exprimés ce soir. En effet, il est de notoriété publique que sa sensibilité est rose-verte et nombre des décisions prises touchent à ces questions. Elle ajoute une information réjouissante, celle de la très forte participation de la campagne de promotion pour les panneaux solaires photovoltaïques, démarche entreprise avec quelques communes voisines et qui en est au sortir de la seconde présentation. Plus de 90% des participants se sont dit prêts à envisager à installer une telle structure.

Des tickets gratuits de sortie au parking souterrain Gitana sont disponibles auprès de M. MATTI.

M. LE PRESIDENT informe encore que la séance conjointe des commissions Bâtiments, travaux et sécurité et Aménagement prévue le 23 mars, faute d'objets matures, est annulée.

Aucun dossier de naturalisation ne devant être préavisé, M. LE PRESIDENT remercie l'assistance.

15. Naturalisations ordinaires, huis clos,

Aucun dossier traité.

M. LE PRESIDENT lève la séance à 22h46.

Ami 23.03.21

Dominique ANKLIN
Président

Aurélien MATTI
Secrétaire

Laurence CHONG BITZ
Vice-présidente